

Chères militantes et chers militant pour une société sans nucléaire,

Avant, une société sans nucléaire relevait de l'utopie pour une frange importante de la population.

Mais depuis le 11 mars, depuis la catastrophe de Fukushima, les informations sur ce qui se passe au Japon, mais aussi en Suisse incitent à voir les choses tout autrement. On pourrait croire, hélas, qu'il faut une catastrophe pour avoir une chance d'avoir accès à certaines informations !

Chaque nouvelle information, jour après jour, conduit à la conclusion que le nucléaire n'a rien à faire dans une politique énergétique sensée.

Nous sommes ici pour le dire haut et fort, et le répéter : le nucléaire est voué à l'échec. Nous sommes ici pour dire non à cette politique et pour en exiger une autre !

Le nucléaire est un système et nous disons non à ce système qui fonctionne, notamment, grâce à la puissance du lobby nucléaire !

Ce lobby des grandes entreprises électriques est en étroite relation avec de nombreux responsables politiques. Ils sont nommés dans des conseils d'administration d'entreprises favorables aux centrales nucléaires dont les hauts responsables font partie d'économiesuisse, la puissante organisation économique de notre pays. Et à leur tour, les patrons d' Alpiq, d'Axpo et des FMB font partie d'économiesuisse

C'est cette collusion entre politique et économie qui nous a conduits à une politique énergétique profitable pour très peu de gens et toxique pour le monde entier!

Notre ministre de l'énergie actuelle vient de refuser d'accorder un siège à l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire à des citoyens portant un regard critique sur l'industrie nucléaire. Ce refus conforte l'image d'une surveillance pro-nucléaire. Un journal du dimanche a récemment dévoilé que le président de cet organisme, Peter Hufschmied, est étroitement lié avec le lobby nucléaire. Une fois de plus, il y a promiscuité entre le contrôleur et le contrôlé, une situation qui prive cet organisme de toute crédibilité et de toute objectivité.

Concernant Mme Leuthard, elle a été membre d'honneur du Forum nucléaire suisse, elle a siégé au Conseil d'administration de la compagnie d'électricité de Laufenburg.

Y a-t-il une seule chance qu'elle devienne la ministre de la rupture avec le nucléaire ?

Nous ici rassemblés exigeons une réorganisation complète de l'autorité suisse de surveillance, afin de garantir – enfin - son indépendance.

Au niveau international, l'Organisation mondiale de la santé ne peut pas mener une politique indépendante concernant les effets sur la santé de la radioactivité en raison de ses liens avec l'Agence internationale de l'énergie atomique

La recherche dans nos hautes écoles n'est pas non plus au-dessus de tout soupçon. Un exemple : un professeur et

fervent défenseur du nucléaire en Suisse alémanique, occupe une chaire à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) en partie financée par SwissNuclear, le lobby du nucléaire. Dans ces conditions, ses expertises ne peuvent être ni fiables ni indépendantes !

Le lobby nucléaire, fidèle à ses méthodes, recourt au chantage pour tenter de redresser la barre : le slogan éculé de « le nucléaire ou la bougie » est désormais remplacé par « l'énergie bon marché grâce au nucléaire » ou « renoncer au nucléaire = énergie hors de prix ». Ces menaces, outre qu'elles ne sont guère à l'honneur de ceux qui les profèrent, ont quelque chose de pathétique en regard d'autres chiffres d'une tout autre dimension :

Le coût d'une catastrophe nucléaire est estimé par l'office fédéral de la protection civile à 4200 milliards de francs, chiffres de 1995, soit 71 fois le budget total de la confédération pour 2011, mais les exploitants ne sont assurés que pour 2 milliards. La quasi intégralité des coûts engendrés par une catastrophe reviendrait ainsi aux mains des cantons et de la confédération c'est-à-dire à nous !

Quant au bilan économique de la catastrophe de Fukushima, la voix des pro nucléaire se fait tellement petite que l'on entend plus rien.

L'analyse économique du nucléaire doit intégrer explicitement le prix des dommages et les compagnies exploitant l'énergie

nucléaire doivent assumer les coûts en payant des primes couvrant la totalité du risque potentiel

Une transition énergétique du nucléaire au renouvelable rapide est avantageuse financièrement. Une transition plus longue coûterait nettement plus cher en raison du prix des énergies fossiles (le nucléaire en est une), qui va toujours augmenter à l'avenir.

Il est essentiel d'enclencher le processus aujourd'hui pour garantir le plus vite possible le maximum de sécurité pour notre pays et pour notre planète ainsi qu'une stratégie énergétique judicieuse.

Le politique peut arrêter le délire nucléaire. Nous sommes ici, nombreux pour le dire, et pour dire que nous élirons des candidates et des candidats indépendants et anti-nucléaires aux élections fédérales de cet automne. Aujourd'hui, une centaine de parlementaires fédéraux sont liés au monde de l'électricité ! Trop c'est trop !

Nos exigences sont claires :

Axpo, Alpiq et les FMB doivent retirer immédiatement les demandes d'autorisation pour de nouvelles centrales nucléaires ;

le Conseil fédéral doit revoir toute sa stratégie énergétique ;
nous voulons sortir de l'âge dépassé du nucléaire ;

Et ce que NOUS pouvons faire : Signer et faire signer l'initiative fédérale pour sortir du nucléaire qui vient d'être lancée.

Pour que notre message soit fort, nous devons récolter les signatures dans un temps record ! Aujourd'hui, demain et les jours qui viennent.

Je vous remercie de votre attention et avec vous, je me réjouis déjà de fêter les derniers jours de la dernière centrale nucléaire de notre pays.